

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne/Participation de
Mme Nathalie Loiseau au Conseil
Affaires générales -
Australie/Attaque terroriste à
Melbourne - Territoires
palestiniens/Colonisation
(Paris, 09 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au Conseil affaires générales (Bruxelles, 12 novembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participera lundi 12 novembre à la réunion du Conseil affaires générales à Bruxelles.

- Dans le format dit de l'article 50, c'est-à-dire à vingt-sept Etats membres, les ministres examineront l'état des négociations en vue du retrait du Royaume-Uni, et entendront le rapport du négociateur en chef, M. Michel Barnier. La ministre soulignera la nécessité d'un protocole relatif à l'Irlande opérationnel et juridiquement solide, et rappellera l'importance des principes fixés par le Conseil européen du 23 mars 2018 pour la relation future entre le Royaume-Uni et l'Union.

- En session à vingt-huit Etats membres, les travaux des ministres porteront sur les points suivants :

a) Etat de droit :

. Les ministres aborderont les situations de la Pologne et de la Hongrie, toutes deux concernées par la procédure prévue à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne.

Sur la Pologne, la ministre réaffirmera, conjointement avec son homologue allemand, notre soutien à la Commission européenne et appellera les autorités polonaises à mettre en oeuvre les mesures provisoires ordonnées par la Cour de justice de l'Union européenne pour rétablir la situation antérieure à la réforme controversée sur la Cour suprême. Mme Nathalie Loiseau indiquera également que le Conseil doit rester saisi, y compris pour une nouvelle session d'audition de la Pologne lors d'une prochaine réunion du Conseil affaires générales.

Sur la Hongrie, la ministre demandera que le Conseil se saisisse de la demande du Parlement européen d'examen de la situation dans ce pays, qui suscite les préoccupations de plusieurs institutions (Commission européenne, Commission de Venise du Conseil de l'Europe, OSCE).

. Les ministres tiendront leur débat annuel sur l'Etat de droit qui portera cette année sur le thème de la confiance dans les institutions publiques et Etat de droit. Mme Nathalie Loiseau présentera des exemples concrets des actions menées en France, comme la loi pour la confiance dans la vie politique de septembre 2017, les propositions de loi pour lutter contre la manipulation de l'information en cours d'examen, et l'expérience des consultations citoyennes.

b) préparation du Conseil européen des 13 et 14 décembre : la ministre rappellera nos attentes sur les enjeux liés à la défense, sur les résultats des consultations citoyennes et sur la discussion relative aux instruments budgétaires de la zone euro dans un format à 19.

c) budget européen : la ministre rappellera nos priorités sur les enjeux majeurs de la négociation, en particulier sur les nouvelles priorités et sur la politique agricole commune.

2 - Australie - Attaque terroriste à Melbourne (9 novembre 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste revendiquée par Daech qui s'est déroulée hier à Melbourne.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple australiens.

La France se tient aux côtés de l'Australie, qui est l'un de nos plus proches partenaires dans la lutte contre le terrorisme.

3 - Territoires palestiniens - Colonisation (7 novembre 2018)

Le comité de planification et de construction du district de Jérusalem a approuvé le 7 novembre les plans pour la construction de 792 unités de logements dans les colonies de Ramat Shlomo et de Ramot, situées au nord de Jérusalem.

La France condamne cette nouvelle décision visant à permettre la construction de centaines de nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem-Est.

Ces décisions, ainsi que les démolitions et évacuations qui touchent les populations palestiniennes en zone C, et en particulier dans la zone E1, participent d'une même stratégie qui menace directement la viabilité d'un futur Etat palestinien.

Nous appelons donc les autorités israéliennes à reconsidérer ces décisions et à abandonner cette stratégie de colonisation afin de préserver la solution des deux Etats avec Jérusalem comme capitale, à laquelle la France réitère son attachement./.